

Réunion de consultation Programme MENA-OCDE pour la gouvernance

 8 avril 2020 – vidéoconférence

| Résumé



Contexte

Une réunion de Consultation sur le Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance a eu lieu le 8 avril 2020 via vidéoconférence. Cet événement qui a rassemblé des points focaux du Programme ainsi que des ambassades des pays de la région MENA fut l'occasion de faire un premier bilan des conséquences de la crise actuelle liée à la pandémie du COVID-19 pour la région et au-delà, d'identifier les domaines d'intervention prioritaires à travers lesquels le Programme peut soutenir les pays de la région à court et à moyen/long terme et de guider ainsi de manière stratégique l'orientation future du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance dans le cadre du nouveau mandat 2021-2025.

Les co-présidents du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, **S.E. Monsieur le Ministre d'État Mohamed ABOU**, Ministre d'État auprès du Chef du Gouvernement en charge de la Fonction Publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption en Tunisie, et **S.E. Ambassadeur Antonio BERNARDINI**, Ambassadeur et Représentant Permanent de l'Italie auprès de l'OCDE, ont participé à l'ouverture de l'événement aux côtés de **M. Janos BERTOK**, Directeur par intérim de la Direction de la Gouvernance Publique de l'OCDE.

Résultats de la réunion

Le Directeur par intérim de la Direction de la Gouvernance Publique de l'OCDE, **M. BERTOK**, a tout d'abord souligné l'importance de la bonne gouvernance qui est d'autant plus cruciale en cette période de crise pour assurer la stabilité et la résilience des gouvernements et des sociétés. Il a par la suite présenté un aperçu de l'activité du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance, les principaux résultats du quatrième mandat du Programme (2016-2020) ainsi que les priorités émergentes et stratégiques pour le nouveau mandat (2021-2025).

S.E. Monsieur le Ministre d'État Mohamed ABBOU a présenté la situation en Tunisie et les grands défis économiques et sociaux engendrés par la crise. Il a également évoqué plus en détail les faiblesses persistantes de l'administration électronique mises en lumière par la crise, et ce, malgré le travail engagé depuis plusieurs années en la matière. Il a cependant également indiqué les nombreuses mesures d'adaptation (organisation de réunions en ligne, décret-loi permettant la facilitation des procédures, etc.) mises en place rapidement au sein de l'administration tunisienne pour assurer la continuité des services publics. Enfin, il a rappelé l'opportunité créée par cette situation inédite de développer des relations renforcées entre les pays de la région et de l'OCDE.

S.E. Ambassadeur Antonio BERNARDINI a conclu cette ouverture en rappelant le rôle clé que peut jouer le Programme pour soutenir les pays de la région dans leurs efforts à court et à plus long terme et les aider à trouver des solutions aux effets de la crise, notamment sur les questions de gestion et de communication de crise, de renforcement de

la coordination gouvernementale ou encore d'adaptation des lignes d'approvisionnement et des marchés publics. Il a enfin appelé les pays à se concentrer dès la fin de la crise sur le renforcement de la résilience de leurs institutions et infrastructures et à continuer à garantir l'intégrité et la redevabilité de l'administration et une prestation de services publics plus efficace et attentive aux réels besoins des citoyens, notamment les plus vulnérables, afin de rétablir la confiance des citoyens envers les institutions publiques.

Après ces remarques d'ouverture, **les représentants des pays MENA (Égypte, Émirats Arabes Unis, Maroc, Autorité Palestinienne et Tunisie)** ont présenté en premier lieu les mesures prises par leurs gouvernements respectifs en réponse à la crise du COVID-19 puis ont partagé avec les participants les méthodes de travail et les thématiques qu'ils souhaitent voir intégrées dans le prochain mandat du Programme afin que celui-ci réponde aux nouveaux besoins des pays, accentués dans le contexte actuel de crise sanitaire.

Après avoir présenté les différentes mesures mises en place par le gouvernement marocain, **M. Ahmed LAAMOURI**, Secrétaire Général du Département de l'Administration du ministère de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration au Maroc, a plus particulièrement relevé la nécessité de repenser l'administration, son mode de fonctionnement et ses méthodes de travail, et notamment de développer sa numérisation, dans le but de garantir la continuité des services publics et d'adapter son fonctionnement aux réalités et aux besoins actuels.

M. Slim BEN JRAD, Directeur Général des Services de la Gouvernance au ministère de la Fonction Publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption en Tunisie, a

quant à lui signalé l'enjeu que représentait la question du « decashing » ou la numérisation des paiements pour assurer le maintien de l'économie en période de confinement et le rôle clé que doit jouer **la société civile** mais aussi **les jeunes** dans la réponse du pays à la crise. M. BEN JRAD a notamment cité le programme pour la jeunesse mis en place par l'OCDE en Tunisie comme un exemple probant de l'engouement des jeunes aujourd'hui à participer au développement et à la mise en place de solutions innovantes pour leur pays. **Mme Inès KHERRAT**, Directrice au sein du même ministère, a enfin noté l'importance et la nécessité de renforcer la **gouvernance des risques**, en mettant également l'accent sur la **communication de risque**, afin d'améliorer la gestion de la crise actuelle et d'anticiper de possibles crises futures similaires.

M. Mostafa SAFWAT, Troisième Secrétaire à l'Ambassade de la République Arabe d'Égypte en France, a souligné l'importance de la **coordination de l'ensemble de l'administration**, autour notamment d'un centre de responsabilité fort et efficace, afin de maintenir la **cohérence des politiques publiques** et d'assurer la gestion effective des réponses mises en place par les gouvernements à la crise, comme par exemple la gestion du confinement.

M. Koceyla KHEDIM, Analyste économique de l'Ambassade des Émirats Arabes Unis en France, a pour sa part mentionné que la crise actuelle met en lumière l'importance de **maintenir la transparence, l'inclusion et l'intégrité de l'administration** dans sa réponse et communication de crise en tirant profit des **innovations dans le domaine du secteur public** en lien avec les **outils numériques**. Il a relevé que cela est d'autant plus vrai que la confiance des citoyens est un facteur de succès primordial et ne peut être préservée que si les gouvernements préservent la rigueur et la redevabilité de leurs processus.

Mme Joumana AL YAHYA, Conseillère de la Mission de l'Autorité Palestinienne en France, a relevé l'importance de **renforcer les capacités et moyens de la fonction et des institutions publiques** afin d'améliorer la capacité des gouvernements à fournir une continuité de services publics dans cette période de crise. Elle a ajouté que les administrations devraient se soucier particulièrement des **groupes vulnérables** dans cet effort, tels que les jeunes et les femmes, qui ont un rôle déterminant à la fois comme populations à risque mais aussi comme source de propositions volontaires et innovantes en réponse à la crise.

Enfin, tous les représentants des pays MENA ont insisté sur la **nécessité de renforcer la coordination et le dialogue régional** afin de répondre aux mieux aux situations de crise d'ampleur mondiale comme celle du COVID-19.

Suite à l'intervention des différents pays partenaires, les représentants du Secrétariat de l'OCDE ont présenté le travail en cours ainsi que les perspectives futures de coopération concernant les différents axes de travail du Programme à la lumière des nouveaux défis apportés par la crise du COVID-19. Le nouveau directeur exécutif du Centre de formation du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance de Caserte, **M. Maurizio MENSI**, a rappelé que le Centre permet l'échange de pairs et le renforcement de capacités des fonctionnaires publics de la région et se tient prêt à organiser des réunions régionales supplémentaires autour des sujets en lien avec la crise tels que la gestion de risque ou la résilience des infrastructures critiques.

L'importance du **gouvernement ouvert** pour aider à la gestion de la crise a notamment été relevé ainsi que le rôle que **la numérisation et les outils numériques** peuvent jouer pour aider les gouvernements dans leur

réponse à la crise actuelle dans la région MENA. À cet égard, une nouvelle enquête a été lancée afin d'identifier [les initiatives en open data](#) pouvant aider à répondre à la crise actuelle. Le Programme continuera également à soutenir la mise en œuvre des normes des Recommandations de l'OCDE sur [le Gouvernement Ouvert](#) et le [Gouvernement numérique](#) à travers le Groupe de Travail MENA-OCDE sur le Gouvernement Ouvert et Innovant.

Par ailleurs, cette réponse ne saurait être réellement efficace si elle ne répond pas aux besoins des plus vulnérables, les plus âgées comme les jeunes ou les femmes, qui sont les plus démunis dans ces situations de crise. Il est aussi important que **la jeunesse** participe aux efforts gouvernementaux pour construire la résilience de la société. À cet égard, l'OCDE a lancé une [nouvelle enquête](#) auprès des organisations de la jeunesse dans le monde sur les initiatives qu'elles mènent dans la lutte contre la propagation du virus, l'incidence que cette crise a sur les jeunes de manière générale, ainsi que sur l'évolution de la confiance qu'ils ont sur l'action de l'État. Les femmes sont également particulièrement touchées par cette crise, notamment au vu de l'augmentation accrue de la violence contre les femmes en confinement. L'OCDE a [recensé](#) l'impact du COVID-19 sur les femmes et propose des exemples de bonnes pratiques afin de répondre au mieux à cet enjeu.

De plus, la nécessité d'adopter des moyens de **gestion de risques** renforcés a été mentionnée comme un des éléments clés d'une réponse efficace à la crise ainsi qu'aux nombreux défis auxquels les gouvernements font face, que ce soit de l'ordre sanitaire, naturel ou technologique, conformément aux principes de la [Recommandation du Conseil sur la Gouvernance des Risques Majeurs](#). Le dialogue régional du Programme sur ces questions encourage le partage de

bonnes pratiques et les avancées dans ce domaine.

Les marchés publics sont en première ligne dans la lutte contre la pandémie du COVID-19, notamment dans le court terme, dans le cadre de l'approvisionnement et la distribution des produits de première nécessité tels que les masques et l'alimentation, mais également dans la phase de reconstruction afin de soutenir les secteurs les plus affectés tels que les PME et développer la résilience des infrastructures critiques. **La gestion budgétaire et le contrôle des dépenses publiques** permettent de garantir la solvabilité et l'intégrité de ce processus. Le Programme, à travers ses Réseaux MENA-OCDE des Marchés Publics et des Hauts Responsables du Budget, promeut activement l'adoption des standards de l'OCDE en phase avec les Recommandations de l'OCDE sur [les Marchés Publics](#) et la [Gouvernance Budgétaire](#). **La réduction de l'économie informelle et du commerce illicite** est au cœur de cet effort dans la mesure où elle permet de limiter la contrebande et l'inflation tarifaire des produits essentiels et d'assurer la transparence de la passation des marchés et des biens.

Enfin, une crise de telle ampleur ne saurait laisser l'administration publique inchangée. Il est en effet primordial que celle-ci puisse s'adapter à travers des **réformes administratives** ambitieuses visant à améliorer l'efficacité et la réactivité des administrations dans **la mise en œuvre des politiques publiques et la prestation des services publics**. Le Programme SIGMA, une initiative conjointe entre l'OCDE et l'Union Européenne (UE), mène actuellement un exercice de collecte de données sur les mesures adoptées dans les pays de l'UE dans ce sens qui pourraient être adaptées dans les pays de la région MENA.



Points clés de la discussion

Les discussions qui ont pris place pendant la réunion ont souligné l'importance cruciale de la bonne gouvernance pour répondre de manière efficace à la crise mais aussi préserver la confiance des citoyens.

Les délégués et participants ont indiqué que **le nouveau mandat du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance** devrait mettre l'accent tout particulièrement sur les éléments suivants:

- Le renforcement de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques de **communication et de gestion de crise** et du système de gouvernance des risques majeurs plus généralement;
- L'amélioration de la **transparence, l'inclusion et la redevabilité des institutions publiques**, sur la base des principes du **gouvernement ouvert**, et la mise en place de **cadres d'intégrité** solides;
- La **promotion de l'innovation dans le secteur public et l'adoption d'outils numériques et de nouvelles technologies** par les gouvernements de la région à travers par exemples les initiatives d'open et big data ou encore l'intelligence artificielle ;
- La **révision et l'adaptation des systèmes de marchés publics, des cadres financiers publics et des processus réglementaires** pour améliorer la résilience des infrastructures critiques et la qualité et l'accessibilité des services publics ;

- La **conception et la mise en œuvre de politiques et de services publics plus inclusifs pour les groupes vulnérables et marginalisés**, notamment les femmes, les jeunes et les personnes en zones rurales, notamment grâce à une coopération renforcée avec la société civile.
- La création d'économies plus inclusives et transparentes au travers de **la lutte contre le commerce illicite et les économies informelles**.

Concernant **les méthodes de travail** du Programme, les délégués ont appelé :

- À la mise en place d'une plateforme d'échange numérique à destination des membres du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance pour faciliter le recensement et le partage continu de bonnes pratiques adoptées par les gouvernements dans leur lutte contre la crise. L'OCDE a d'ores et déjà mis en place une [plateforme permanente](#) recueillant des analyses de données sur l'impact du COVID-19 et des exemples de réponses apportées par les pays de l'OCDE dans différents domaines relatifs la gouvernance publique.
- Au maintien et l'adaptation du réseau régional à la situation de confinement général à travers le monde via l'accélération d'événements virtuels et une communication continue accrue.
- Au renforcement du partenariat entre le Programme et le Centre de formation MENA-OCDE de Caserte qui vient d'être renouvelé par un nouveau protocole d'accord. Le Centre continuera ainsi à renforcer les capacités et les compétences des agents publics de la région afin

de contribuer aux réformes de bonne gouvernance dans la région MENA.

- À l'optimisation du Conseil consultatif de la société civile du Programme afin d'encourager l'intégration du point de vue des partenaires non-gouvernementaux, tels que les réseaux d'évaluation ou les centres de recherche et universitaires, dans le processus de renouvellement de son mandat et dans l'ensemble de ses activités.

Prochaines étapes

Dans le cadre du renouvellement du mandat du Programme MENA-OCDE pour la Gouvernance pour 2021-2025, le Programme adoptera les étapes suivantes :

- La consultation des différentes parties prenantes du Programme au long de l'année 2020 ;
- L'élaboration du plan du nouveau mandat pour l'été 2020 ;
- L'adoption du nouveau mandat au niveau ministériel.